

Centre de Ressources

■ POLITIQUE DE LA VILLE

en Essonne



Prévention, sécurité de la ville

- DÉBATS D'ACTUALITÉ -

Une histoire sociale de “l’insécurité”

Un traitement politique des phénomènes sociaux

VENDREDI 6 FÉVRIER de 14H à 17H



Laurent Bonelli



Maître de conférences en science politique de l'université de Paris X-Nanterre.
Membre du comité de rédaction de la revue *Cultures & Conflits* et du comité éditorial de la revue *International Political Sociology* (Blackwell).

Secrétaire et trésorier de la section « International Political Sociology » de *l'International Studies Association*.

Politiste - laurent.bonelli@conflits.org - Adresse postale : Groupe d'Analyse Politique,
Université Paris X Nanterre, Bâtiment F - Bureau 512 200 avenue de la République, 92000
Nanterre - - Profession : enseignant-chercheur - Organisme : Univ. Paris 10
laurent.bonelli@u-paris10.fr Tél. : 01 40 97 77 05
Fax : 01 40 97 47 13

Enseignements universitaires

2005-2006. Consultant pour l'*Open University* de Londres (université d'enseignement à distance). Elaboration (avec Jef Huysmans) du cours DD306 *Politics and Religion* (68 heures).

2002-2004. Attaché temporaire d'enseignement et de recherche (ATER). Enseignements : *sociologie politique approfondie* en maîtrise de science politique (deux groupes) et *introduction à la science politique* en 1^e année de Droit (trois groupes). Université Paris X-Nanterre.

2001-2002. Chargé d'enseignement : séminaire *approches critique de la sécurité*, DEA de DEA de sociologie politique et de politique comparée. Université Paris X-Nanterre

Sélection d'articles

- « *Les contrats locaux de sécurité : une sécurité déléguée ?* » Regards sur l'actualité, n° 284, octobre 2002, pp.53-63.
- « *Insécurité(s), marginalité sociale et exclusion politique des quartiers populaires français : quelles origines et quelles alternatives ?* » Tendances de la cohésion sociale n° 11, janvier 2005, pp. 69-92.
- « *Quelle sécurité pour les migrants et leurs enfants ? Réflexions à partir de l'exemple Catalan* », Tendances de la cohésion sociale, N° 19, décembre 2007.

DÉBAT D'ACTUALITÉ

UNE HISTOIRE SOCIALE DE "L'INSÉCURITÉ"

UN TRAITEMENT POLITIQUE DES PHÉNOMÈNES SOCIAUX

AVEC :

► **Laurent BONELLI**, Maître de conférences en science politique de l'université de Paris X Nanterre

► Autour de son ouvrage : *"La France a peur, une histoire sociale de l'insécurité"* (Ed. La Découverte – 2008)



EXTRAIT DE L'ARTICLE DE LAURENT BONELLI,

Des "classes dangereuses" à discipliner (Le monde diplomatique mars 2008)

Depuis la fin des années 1990, la « crise de l'autorité » est en effet devenue un lieu commun pour expliquer les problèmes de violence ou de délinquance de la société française. [...] Et on ne compte plus le nombre d'intellectuels qui évoquent la « crise du modèle parental maghrébin » et appellent la République à réapprendre à punir.

Généralement, ces visions oscillent entre une version conservatrice (l'incapacité des familles populaires et/ou migrantes à élever leurs enfants) et une version misérabiliste (les pères « humiliés » et donc démissionnaires). Mais elles convergent vers une nécessaire intervention des pouvoirs publics pour restaurer une autorité parentale dont le délitement serait responsable de bien des maux. Or aucune de ces approches ne permet réellement de comprendre quelles sont les conditions pratiques dans lesquelles cette autorité s'exerçait hier et s'exerce aujourd'hui.

Pendant longtemps, c'est bien davantage le travail non qualifié que l'action de leurs familles qui a discipliné les fractions les plus turbulentes des classes populaires. Pour les « blousons noirs », les « loubards », l'entrée à l'usine servait en effet de phase transitoire entre la « culture de rue » propre à leur sociabilité juvénile et une culture ouvrière qui allait devenir la leur. L'atelier, en intégrant largement les normes et les valeurs de ces jeunes, tout en posant une limite claire entre l'acceptable et l'inacceptable, a longtemps fonctionné comme une véritable institution de « normalisation ». Et ce d'autant plus qu'il offrait des possibilités de se projeter dans l'avenir. En effet, la prévisibilité qu'induisait le statut ouvrier permettait de fonder une famille, de faire des « projets », d'achats, de vacances, de logement, etc. En un mot, de « se ranger ».

Un des effets paradoxaux de la flexibilisation des statuts professionnels, de la montée de la précarité et de l'accroissement des inégalités économiques que l'on observe depuis le début des années 1980 est qu'elles réintroduisent de manière automatique, et sans doute inévitable, des formes d'indiscipline présentes dans les débuts de la révolution industrielle. En effet, l'indétermination

quant à l'avenir enferme les individus dans un présent qui s'accommode de l'ensemble des occasions qui se présentent, licites ou pas.

Mais, à la différence du XIXe siècle, où cette situation était généralisée dans les milieux populaires, les désordres urbains, la petite délinquance ou plus généralement la « débrouille » quotidienne sont aujourd'hui d'autant plus mal perçus qu'ils matérialisent une césure entre les « vieux ouvriers » et les « jeunes sans affectation » scolaire ou professionnelle. Sous le double effet de leur vulnérabilisation sociale et de leur vieillissement, les premiers voient en effet s'affaiblir le contrôle qu'ils pouvaient exercer sur les seconds, même lorsque ceux-ci sont leurs propres enfants. L'occupation des espaces publics, les conflits de voisinage, la fréquence de comportements qui achoppent avec leurs propres normes du quartier leur rappellent à chaque instant ce renversement des rapports de forces. Tout cela provoque, selon les cas, des tentatives de départ du quartier, un repli sur l'espace domestique, voire des appels aux pouvoirs publics pour restaurer leur autorité.

C'est sur ce terrain que va se déployer le « tournant sécuritaire » des principaux partis de gouvernement, de droite comme de gauche. Confrontés à une augmentation des tensions au niveau local, prenant acte d'une érosion régulière de leurs résultats électoraux dans les milieux populaires et d'une croissance simultanée du Front national (au moins jusqu'à 2007), nombre de dirigeants politiques sont arrivés à la conclusion qu'ils ne pourraient « reconquérir » ces électorats que par un durcissement de leurs politiques de sécurité. Leurs analyses reposent sur le présupposé d'une « personnalité autoritaire » des classes populaires. Cette philosophie implicite suppose que ces dernières seraient plus fermées par rapport aux minorités avec lesquelles elles vivent, plus soumises à l'autorité et plus répressives que les autres groupes sociaux. Ces assertions ont été depuis longtemps invalidées par les sciences sociales, sans que cela interrompe leur réitération et nuise à leur impact politique. Il est en effet bien plus facile de croire que les milieux populaires demandent plus de fermeté envers les « délinquants », les « familles monoparentales » ou les « immigrés » que de penser les compétitions dans lesquelles ils sont engagés quotidiennement. Ce sont pourtant ces concurrences – sur le marché de l'emploi non qualifié, celui du logement social, des prestations familiales –, dans un contexte de précarisation généralisée, qui permettent de comprendre des tensions qui seront verbalisées sous des formes « racistes » ou « sécuritaires ».

De là les mesures qui renforcent le spectre des interventions policières, judiciaires ou morales. Non seulement la police et la justice doivent désormais réguler des comportements qui ne leur incombent pas auparavant, mais l'« autorité parentale » est devenue un objet de politique publique. Des conseils « pour les droits et devoirs des familles » au chantage aux prestations sociales, il s'agit d'amener (ou de contraindre) les familles à juguler l'indiscipline de leurs enfants.

Or ce nouveau paternalisme autoritaire mérite attention. Il y a plus d'un siècle, la révolution industrielle posa en effet des problèmes similaires. L'exode rural important, la concentration physique dans les villes de travailleurs déracinés détruisirent les formes traditionnelles de contrôle, basées sur la proximité et la personnalisation de l'autorité. Les principales préoccupations des élites politiques et sociales furent donc de créer une discipline au travail ainsi que d'essayer d'enrayer simultanément les désorganisations générées par le développement économique (surpopulation des villes, délinquance, alcoolisme, etc.) et la montée des revendications socialistes soucieuses de bouleverser l'ordre social.

Bibliographie

Une histoire sociale de « l'insécurité » Un traitement politique des phénomènes sociaux

Ouvrages

- *La France a peur, une histoire sociale de l'insécurité*, Laurent Bonelli, La Découverte, 2008
- *La frénésie sécuritaire*, Laurent Mucchielli, La Découverte, 2008
- *Les maires : nouveaux patrons de la sécurité*, Tanguy Le Goff, Presses universitaires de Rennes (Rennes), 2008, 195 p.
- *Ville et insécurité en Europe occidentale, XIXe-XXIe siècles*
Urban insecurity in the Western Europe, XIXth-XXIth centuries, MURIEL BOULMIER, PHILIPPE CHASSAIGNE, Les entreprises sociales pour l'habitat (ESH), Guides de formation ESH, 2007
- *La décadence sécuritaire*, Gilles Sainati, Ulrich Schalchli, La Fabrique Eds, 2007
- *L'approche de la sécurité par la cohésion sociale. Déconstruire la peur (des autres) en allant au-delà des stéréotypes*, Conseil de l'Europe, 2005
- *Turbulences, contrôle et régulation sociale. Les logiques des acteurs sociaux dans les quartiers populaires*, Manuel Boucher, l'Harmattan, 2003, 616 p.
- *L'insécurité sociale : qu'est-ce qu'être protégé ?* Robert Castel, Auteur. – Seuil, 2003, 95 p.
- *Crime et sécurité : l'état des savoirs*, Philippe Robert, Laurent Mucchielli, La Découverte, 2002, 438 p.
- *L'émergence des banlieues au cœur de la fracture sociale*, José Cubéro, Privat, 2002, 125 p.
- *Tolérance zéro ? : Incivilités et insécurité*, Sébastien Roché, Odile Jacob, 2002, 303 p.
- *Violences et insécurité : Fantômes et réalités dans le débat français*, Laurent Mucchielli, La Découverte, 2002, 161 p.
- *"Les villes face à l'insécurité : des ghettos américains aux banlieues françaises"*, Sophie Body- Gendrot, Paris, Bayard, 1998.

Articles et revues

- *Précarités et insécurité sociale*, CYPRIEN AVENEL, FLORENCE THIBAUT, La Documentation française, Problèmes politiques et sociaux, N°921 février 2006
- « *Quelle sécurité pour les migrants et leurs enfants ? Réflexions à partir de l'exemple Catalan* », Tendances de la cohésion sociale n° 19, décembre 2007.

Sitographie :

Centre de ressources Politique de la Ville ne Essonne
<http://www.crpve91.fr/>

Cultures et conflits
<http://www.conflits.org/>

Vie-publique
<http://www.vie-publique.fr>

Revue déviance et société
<http://laurent.mucchielli.free.fr/ds.htm>